

rfo guyane \ infos

Guyane

Aujourd'hui - 16:41

SIDA. « L'absence de discours public nourrit la stigmatisation »

Claire Girou est la présidente d'Aides Guyane. Elle revient sur la situation de l'épidémie dans le département français le plus touché par le virus.

Avec environ 1 400 personnes séropositives sur 209 000 habitants recensés, la Guyane détient un triste record national. Claire Girou, médecin et présidente de Aides Guyane réagit aux recommandations de la Haute autorité de Santé (HAS) sur le dépistage généralisé et revient sur la situation dans ce département. Le tabou de la maladie, le silence des élus et l'absence de moyens constituent des obstacles de taille aux missions de prévention des acteurs de santé.



Le local de l'association Aides à Saint-Laurent du Maroni © DR

Comment évolue la progression du virus en Guyane ?

Claire Girou : Il y aurait entre 1 300 et 1 400 personnes qui vivent avec le VIH en Guyane. Les personnes séropositives sont suivies dans les hôpitaux de Guyane à Cayenne, Kourou et Saint-Laurent du Maroni. Plusieurs études ont estimé que la proportion de personnes ignorant leur statut VIH était de 20 à 25 % des personnes infectées, soit entre 200 et 300 personnes.

Le nombre de cas annuels de **SIDA** déclarés a chuté en métropole. En Guyane, malgré une baisse en 2005, il persiste à un niveau élevé. En 2005, on comptait 21 cas pour 100 000 habitants. En France métropolitaine, ce chiffre en 2004 était au maximum de 2 à 8 personnes pour 100 000 dans les régions les plus touchées.

Qu'est ce qui explique que ce département soit le plus touché ?

Claire Girou : C'est une question intéressante et très complexe. Nous sommes dans une zone géographique, les Caraïbes, de forte endémie. Les régions voisines comme le Brésil, le Guyana, le Suriname, et Haïti ont une forte prévalence. La Guyane connaît un profil épidémique conforme à la situation régionale, amplifié par l'importance des migrations économiques vers le département.

Ces populations migrantes, jeunes, précarisées dans ses conditions d'accueil et de vie, sont plus vulnérables sur le plan de la santé, en général, et moins sensibles aux messages de prévention classique - ceux qui sont transmis par l'école et par des campagnes de communication de type occidental.

Il existe aussi un certain déni, voire une relative indifférence de la population insérée à comprendre les paramètres qui fondent cette épidémie. Les acteurs de la santé en Guyane ont contribué à des avancées dans la **lutte contre l'épidémie** et la prise en charge des personnes infectées par le VIH mais rencontrent des difficultés.

Quels sont les obstacles rencontrés ?

Claire Girou : Leurs efforts buttent aujourd'hui sur des obstacles qui ne relèvent ni de leur compétence, ni du domaine sanitaire. Par exemple un nombre encore trop important de personnes découvrent tardivement leur séropositivité, entraînant une mise sous traitement tardive. D'autres patients sont perdus de vue ou interrompent leur traitement. Par ailleurs, la politique de lutte contre les migrations illégales ne favorise pas un accès aisé aux soins et façonne trop souvent l'approche de l'épidémie au détriment des considérations de santé publique. En règle générale, l'absence de discours public nourrit le silence et la stigmatisation.

Le sujet est-il toujours tabou en dépit des campagnes de prévention ?

Claire Girou : Le tabou, la stigmatisation et la discrimination autour du sida sont les principaux freins à la prévention. Un tiers des personnes n'informe pas leur partenaire de leur séropositivité. La famille et le cercle amical sont assez rarement informés. Cette absence de dialogue contraint les personnes touchées à vivre dans l'isolement.

L'absence d'une prise de parole forte et responsable de la part des élites prive les acteurs de la lutte contre le **VIH** d'un soutien indispensable. En sortant de ce silence, elles lèveraient de nombreux obstacles qui limitent la portée des actions.

Peut-on imaginer mettre en place dans le département le dépistage généralisé préconisé par la HAS pour la population de 15 à 70 ans ?

Claire Girou : Une incitation, ou une invitation, associée à un accueil non jugeant faciliteraient la venue aux **centres de dépistage**. Mais pour cela, une formation continue des professionnels de santé est nécessaire. La mise en place d'un dépistage généralisé commence par là.

Les infrastructures dans les villes sont opérationnelles. Les acteurs de la lutte contre le VIH en ont conscience et des propositions se mettent en place.

Dans les zones isolées, l'accès au dépistage est plus compliqué. Le personnel des centres de santé y est souvent peu formé.

De plus, les populations craignent la non confidentialité de ces centres de santé situés dans des villages. Elles sont encore trop peu impliquées dans les politiques de dépistage et peuvent ne pas se sentir concernées.

Les **messages de prévention** ne sont pas efficaces et ne leur sont pas adaptés. Une plus grande implication des populations nous semble indispensable pour surmonter les paramètres qui nous échappent en matière de sensibilisation, ainsi que pour construire des actions plus efficaces de prévention et d'incitation au dépistage .



"La mise en place d'un dépistage généralisé commence par la formation continue des professionnels de santé" © AFP

Pensez-vous que la majorité de la population acceptera de faire ce dépistage ?

Claire Girou : En ce qui concerne la population générale, cela se fera d'autant plus que les incitations au dépistage seront accompagnées d'un discours public rassurant, rassemblant, au nom d'une société solidaire, cessant de jeter le discrédit sur les étrangers en Guyane.

Pour **Aides** en Guyane, la priorité est d'orienter nos actions vers les populations les plus vulnérables : les personnes qui vivent sur le fleuve Maroni, ou dans certains quartiers ou villages isolés. Ces populations ne peuvent être partie prenante que si elles sont informées, sensibilisées, en proximité avec les problèmes vécus par les personnes touchées. Elles doivent être invitées à participer à la réflexion en matière d'organisation des actions de dépistage.

Les acteurs de AIDES sont très bien accueillis lors des missions sur le fleuve, des débats à la radio et des stands de sensibilisation que nous organisons. L'objectif de mobiliser la population, via les plus concernés, se matérialise progressivement.

Ces actions sont menées au prix d'une importante motivation des acteurs associatifs bénévoles, peu nombreux en Guyane. Malheureusement, il manque manifestement des ressources humaines et des moyens afin de donner plus d'ampleur à ces actions.

Propos recueillis par Maité Koda

COMMENTAIRES

>> Soyez le premier à réagir à cet article en cliquant ici !

LES DERNIERS ARTICLES

- 02/11/2009 SIDA. « L'absence de discours public nourrit la stigmatisation »
- 30/10/2009 TOURISME. Immersion en Guyane
- 20/10/2009 REFERENDUM. Christiane Taubira dit "oui" à l'article 74
- 16/10/2009 CARBURANTS. Penchard demande une dérogation pour la Guyane
- 08/10/2009 POLITIQUE. Référendum sur les institutions le 17 janvier
- 28/09/2009 TOURISME. La Guyane conforte sa stratégie

VIDÉOS

Les journaux télévisés

- Infos Soir
 - Le journal de l'Outre-Mer
- JT Afrique Les journaux régionaux

A NE PAS MANQUER

